



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité Départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 21/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALION

6 avenue des Frères Lumières
92160 Antony

Références : 31400
Code AIOT : 0007404691
N° RVAT :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement GALION implanté 6 avenue des Frères Lumières 92160 Antony. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALION
- 6 avenue des Frères Lumières 92160 Antony
- Code AIOT : 0007404691
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société GALION, créée en 1980, est spécialisée dans le traitement de surface notamment en tant que sous-traitant dans les secteurs de l'aéronautique et de l'électronique.
La société GALION est autorisée à exploiter depuis 1981.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 3	Délai supplémentaire de mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 19/01/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Contrôle de l'étanchéité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a mis en place des actions correctives entre l'été 2024 et février 2025 afin de respecter les VLE de ses rejets aqueux. L'exploitant a précisé que leurs effets seront visibles sous un délai de 2 mois.

Par ailleurs, l'inspection constate une augmentation importante des concentrations en cyanures dans les rejets atmosphériques et un dépassement de la VLE. L'exploitant soupçonne un problème dans la réalisation de la mesure. Des contre-mesures ont été réalisées le 10/02/2025. Dans ces conditions l'inspection des installations classées propose d'attendre 2 mois afin que l'exploitant transmette les prochains rapports de suivi des rejets aqueux et atmosphériques. En fonction des concentrations mesurées dans ces rapports, l'inspection des installations classées proposera les suites adaptées à donner à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/10/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Prescription contrôlée : <p>La société GALION est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de la condition 3 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral DATEDE 2 n° 2009-170 du 8 décembre 2009 précité.</p> <p>Elle devra mettre en place les mesures permettant de réduire les dépassements des valeurs limites des rejets aqueux et transmettre à monsieur le préfet, les justificatifs des mesures apportées ainsi que les rapports d'analyses confirmant le respect des prescriptions imposées.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 30/05/2023, il a été constaté que les rejets aqueux de l'installation présentaient des dépassements récurrents des VLE notamment pour les composés suivants : azote, fluorure et certains métaux tels que l'argent.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection avoir réalisé plusieurs actions sur son installation afin de respecter les VLE et que des actions sont toujours en cours :</p> <ul style="list-style-type: none">• Concernant l'argent, depuis l'été 2024, l'exploitant utilise un produit (OMEGA MP-5165 de MAC DERMID) afin d'améliorer la précipitation de l'argent durant la phase de neutralisation. De plus, en novembre 2024, il a supprimé les bains d'argent C15 et les a remplacés par 3 bains de rinçage (novembre 2024).• Concernant l'azote global, l'exploitant a acheté une unité de traitement d'azote global (AOX) à charbon actif. Son installation est prévue pour février 2025.• Concernant les fluorures, l'exploitant a mis en place en septembre 2024 une nouvelle ligne automatique composé de 3 bains actifs (dégraissant, décapant, traitement) et de 4 bains de rinçage. De plus, une résine a été mise en place dans un des bains afin de capter les fluorures. L'automatisation de la ligne permet de mieux maîtriser l'égouttage des pièces et, par conséquent, de réduire la concentration de fluorures rejetés. La qualification de cette ligne a été faite en janvier 2025. L'exploitant précise ainsi que les effets de l'action seront visibles sur les rejets d'ici mars 2025. <p>L'exploitant a transmis les rapports trimestriels de surveillance de ces rejets aqueux sur l'année 2024 (4 rapports).</p> <p>Sur les rapports du 1er et 2^e trimestre 2024, il a été mesuré des dépassements des VLE notamment pour: l'azote global, les fluorures et l'argent.</p> <p>Sur les rapports du 3^e et 4^e trimestre 2024, il a été mesuré des dépassements des VLE notamment pour: l'azote global et les fluorures.</p> <p>Aussi, l'inspection constate que, lors des dernières campagnes de mesures, les concentrations en argent ont fortement diminuées. Cela est cohérent avec les actions mises en place par l'exploitant pour réduire les concentrations en argent dans ses rejets.</p>

L'inspection constate des dépassements des VLE notamment pour les fluorures et l'azote global. Cependant, l'exploitant a mis en place des actions correctives récemment (début 2025). Aussi, les campagnes de suivi des rejets aqueux de 2024 ne permettent pas de vérifier que l'installation respecte les VLE de ces rejets depuis la mise en place de ces actions correctives.

Ainsi, l'inspection propose à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine d'octroyer un délai supplémentaire de 2 mois à l'exploitant afin de s'assurer du bon respect des VLE de ses rejets aqueux et ainsi de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/10/2023. Dans le cas où vous ne respecteriez pas cet article 3 à l'issue de ce délai de 2 mois, l'inspection des installations classées pourra proposer à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine la prise de sanctions administratives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer du respect des VLE de ces rejets aqueux.

Aussi, il devra transmettre dans un délai de 2 mois les rapports de surveillance de ses rejets aqueux réalisés en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Délai supplémentaire de mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/01/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et analyse
Prescription contrôlée : La société GALION est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions l'article 33 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité. Elle doit faire réaliser les mesures de prélèvement et d'analyse des rejets atmosphériques par un organisme ou laboratoire agréé ou accrédité. Les mesures doivent être réalisées en utilisant des méthodes fiables, répétables et reproductives comme celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols, dans le cadre du suivi des rejets atmosphériques.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de surveillances annuels de ces rejets atmosphériques réalisés le 13 et 14 novembre 2024. Aussi, il a transmis 4 rapports concernant les débouchés suivants : <ul style="list-style-type: none">• cheminée solvant;• cheminée de la nouvelle chaîne AOT;• cheminée acide/alcalin;• cheminée cyanure Ces prélèvements ont été réalisés par la société MANUMESURE. L'inspection constate que dans ces rapports il est précisé que les essais concernant la mesure du Cyanure et du CrVI sont "couverts par l'accréditation". Ainsi, l'inspection considère que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/01/2024 peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Contrôle de l'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Machine utilisant un procédé sous-vide
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise ou fait réaliser annuellement un contrôle du niveau d'étanchéité du système pouvant fonctionner sous-vide. Les résultats du contrôle sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection du 07/11/2023, il a été constaté que l'exploitant fait réaliser le contrôle de l'étanchéité de sa machine fonctionnant sous-vide tous les 18 mois. Aussi, il avait été demandé à l'exploitant de respecter la fréquence annuelle. Lors de cette inspection du 30/01/2025, l'exploitant a transmis la fiche d'intervention du 29/01/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100
NH ₃	30

Constats :

L'inspection des installations classées constate dans le rapport de suivi des rejets atmosphériques réalisé en 2022 un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) du cyanure. En effet, une concentration de cyanure de 1,265 mg/Nm³ (VLE=1,0 mg/Nm³) a été mesurée pour la cheminée "cyanure".

Ce dépassement n'a pas été mesuré lors de la campagne de suivi annuel de 2023.

Cependant, dans le rapport de suivi des rejets atmosphériques réalisés en novembre 2024, il a été mesuré une concentration d'environ 10,89 mg/Nm³ pour la cheminée cyanure et une concentration d'environ 1,60 mg/Nm³ pour la cheminée AOT.

Ainsi, une concentration 10 fois supérieure à celle mesurée en 2022 est constatée. L'exploitant précise que ces concentrations sont anormalement élevées. De plus, il rappelle que sur la ligne AOT il n'y a pas de bains cyanurés. Aussi, il soupçonne un problème au niveau de la mesure. Il précise que des contre-mesures sont prévues le 10 février 2025.

L'inspection des installations classées propose d'attendre les résultats de ces contre-mesures avant de proposer les suites à donner à cette non-conformité. Dans le cas où la non-conformité perdurerait dans le rapport de contre-mesure, l'inspection proposerait à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter les VLE de ces rejets atmosphériques et mettre en place les actions nécessaires en cas de non-conformités.</p> <p>L'exploitant devra transmettre le rapport de contre-mesure de ces rejets atmosphériques sous un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois